

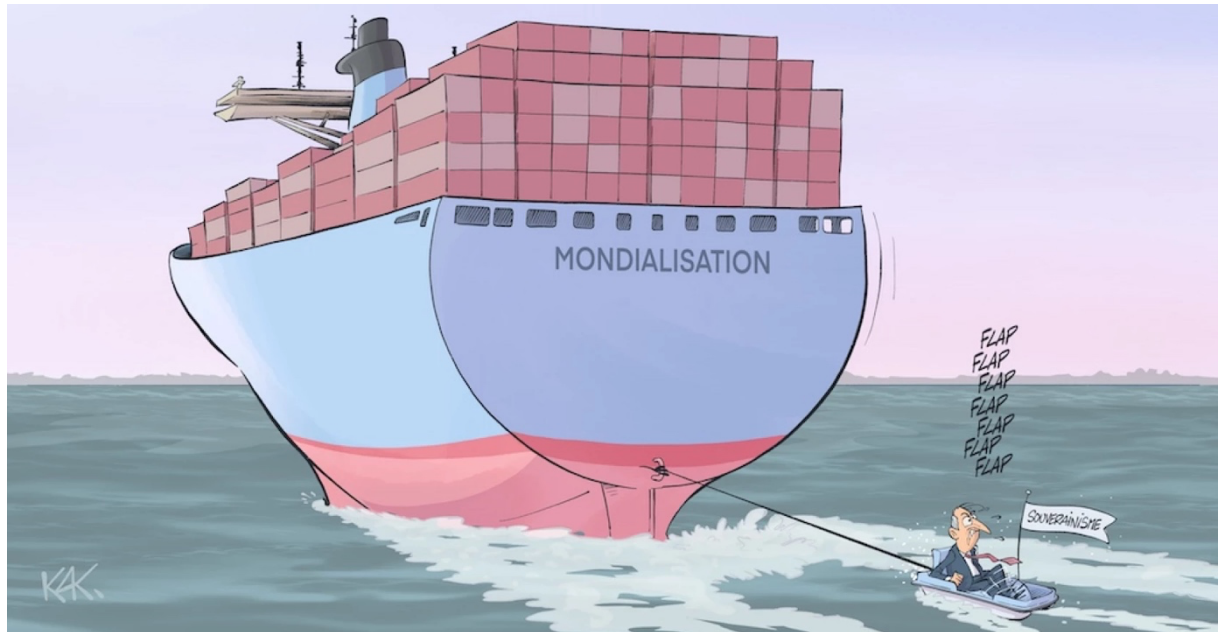
Invincible

«Monde d'après»: mondialisation, le retour

Par [Jade Grandin de l'Eprevier](#)

19 octobre 2021 à 6h00

Les pays échangent plus que jamais entre eux, à rebours de l'idée d'une pandémie signant la «dé-mondialisation». Les discours sur le souverainisme et les relocalisations seront-ils suivis d'effets ?



Les faits - Le commerce mondial rebondit plus que prévu. Les échanges internationaux de marchandises devraient grimper de 10,8 % cette année, selon l'Organisation mondiale du commerce, soit plus rapidement que la croissance mondiale attendue à 5,9 %.

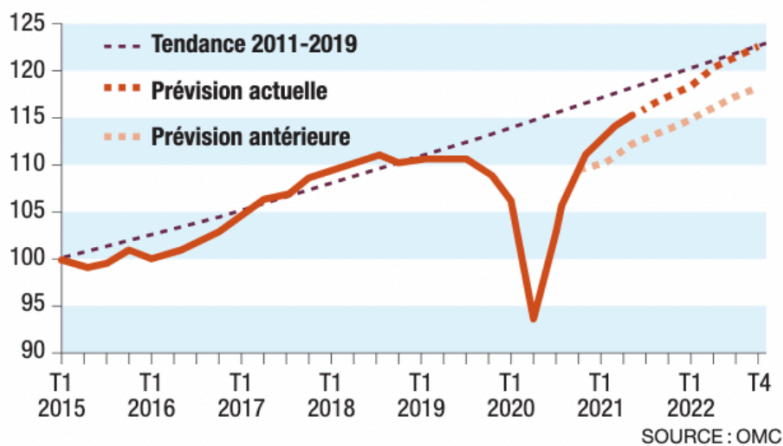
Les oiseaux de mauvais augure doivent changer de plan de vol. Dès les premiers mois de la pandémie de Covid-19, ils avaient donné la mondialisation pour décrépite, l'avaient remise au placard. « La nature de [la mondialisation va changer](#) », avertissait Emmanuel Macron en avril 2020, définissant comme « priorité de produire davantage en France et en Europe ». Son ministre de l'Economie Bruno Le Maire voyait en l'épidémie du coronavirus un « game changer dans la mondialisation ». C'en était fini de la croissance des échanges internationaux de biens, de services, de capitaux et de personnes. « Pour des raisons politiques, stratégiques et d'efficacité, cette crise va renforcer la déglobalisation », prévoyait l'ex-chef économiste du FMI Olivier Blanchard. « La mondialisation est terminée », lâchait Arnaud Montebourg. « C'est la fin de l'ivresse de la mondialisation », prévenait Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques. Et en couverture de

l'hebdomadaire libéral *The Economist*, on lisait ce titre dépité : « Au revoir la mondialisation ».

Mais plus d'un an après, tandis que les économies développées semblent avoir passé le gros de la crise, [jamais autant de marchandises n'ont été échangées à travers la planète](#). Début octobre, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a revu à la hausse ses prévisions des échanges internationaux de marchandises, qui devraient croître de 10,8 % cette année contre 8 % attendus en mars dernier. En 2022, ces échanges retrouveraient leur tendance pré-pandémique, à +4,7 %.

Les échanges rebondissent plus que prévu

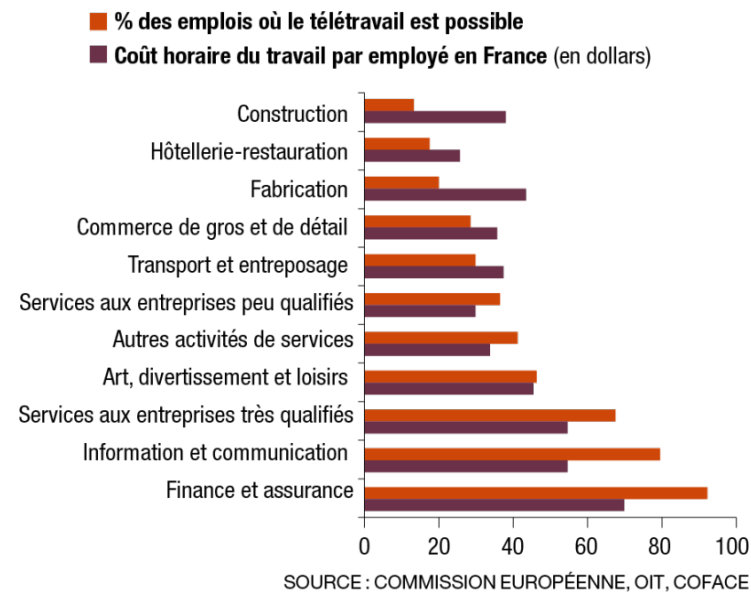
Volume du commerce mondial des marchandises,
indice où 2015 = 100



Elasticité. Cette année, le commerce mondial progresse donc plus vite que la croissance mondiale (+5,9 %). Certes, la comparaison avec l'année dernière est flatteuse, mais on n'en attendait pas autant. « Le PIB mondial n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant la Covid, donc on ne devrait pas avoir une telle explosion du commerce, souligne Patrick Artus, chef économiste de Natixis. On retrouve l'élasticité du passé, où le commerce mondial augmentait deux fois plus vite que le PIB, alors qu'après la crise des subprimes, il augmentait au même rythme.

Les citoyens des pays riches, bloqués chez eux en 2020, et dont les revenus ont été préservés par les Etats (en particulier [aux Etats-Unis où les chèques versés aux ménages sont très généreux](#)), consomment comme jamais de l'électronique, du mobilier, des outils de jardinage et de décoration, des vidéos à la demande. Pour télétravailler, ils achètent un fauteuil, un bureau ; leurs entreprises leur fournissent des ordinateurs, des claviers. Ils se sont habitués au commerce en ligne. Les logisticiens déploient leurs réseaux partout pour leur amener rapidement des produits venus de toute la planète.

Les secteurs « télétravaillables » ont en moyenne les salaires les plus élevés



Une partie de cette consommation est conjoncturelle, mais il est probable qu'on continue de consommer beaucoup de biens matériels à l'avenir – ils représentent 80 % du commerce mondial, les services 20 %. « La numérisation de l'économie implique davantage de robots, la transition énergétique sera incroyablement consommatrice de biens », poursuit Patrick Artus : éoliennes, pipelines, cellules solaires, batteries électriques, isolation des maisons... Beaucoup de ces produits viennent d'Asie. Le problème de la France est d'ailleurs de peu exporter dans les secteurs qui rebondissent aujourd'hui. Son commerce extérieur décroche.

Pénuries. En tout cas, les pénuries, difficultés d'approvisionnement et hausses des coûts du transport et des matières premières sont la preuve qu'on avait signé un peu vite le recul des échanges internationaux. Dubaï vient d'annoncer une suspension pour six jours des importations dans son aéroport international car il a trop de cargos à décharger. Le président des Etats-Unis Joe Biden a demandé aux logisticiens de travailler 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 pour désengorger les ports de la côte Ouest, où les porte-conteneurs de la route vers l'Asie subissent d'énormes retards.

Les transporteurs maritimes ont vu leurs profits s'envoler, alors qu'on s'inquiétait encore de leur avenir l'année dernière. Au troisième trimestre, les exportations chinoises ont surpris les analystes en s'envolant de 28 %, sauvant au passage la croissance du pays souffrant d'une demande intérieure faible et d'un secteur immobilier dans la panade. « [Les Américains et les Chinois se haïssent](#) et n'ont jamais autant commercé, relève Patrick Artus. Il y a un contraste terrible entre la distance politique qui se crée entre les continents et le fait que le commerce n'a jamais été aussi intense. »

Bref, les relocalisations dont [les responsables politiques font encore grand cas](#) ne sont pas encore le quotidien des entreprises. Celles-ci s'occupent plutôt d'essayer de se fournir à temps pour Noël. « Dans les faits, on observe plutôt un report sur l'Asie du Sud Est pour les groupes qui s'approvisionnaient en Chine », remarque Corinne Vadcar, analyste à la chambre de commerce et d'industrie d'Ile-de-France. Les entreprises n'ont pas remis en cause la pertinence de leurs investissements dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Sur les semi-conducteurs par exemple, « le problème n'est pas où sont situés les fabricants, mais le manque de capacité de production mondiale pour fournir l'ensemble de l'industrie électronique, informatique et automobile en même temps », explique Vincent Vicard, économiste au Cepii. Quant à la diversification des approvisionnements, « on ne voit pas de mouvement structurel dans les statistiques ».

Régionalisation. A la rigueur, si une évolution est possible, ce sera plutôt une régionalisation des échanges. « Les liens des Etats-Unis avec le Mexique avaient été dilués avec la sous-traitance en Chine, on voit les choses se reconstruire, constate Corinne Vadcar. En Europe, certains pays comme le Portugal émergent comme nouvelle base de production car leur main-d'œuvre est compétitive, les industriels ont largement digitalisé leurs chaînes de production, et ils ont des liens très étroits avec les universités pour innover. »

« Le monde est exactement le même qu'avant la crise, et comme l'activité est répartie, les flux sont repartis comme avant », observe Alexandre Saubot, président de France Industrie. Pour lui, plutôt qu'une question de hiatus avec les objectifs politiques, « c'est une question de temps. Il se passe des choses : la transition écologique, les mesures de soutien aux entreprises, la baisse des impôts de production, la réouverture d'usines en France. Mais pour voir un changement au niveau macroéconomique, cela peut prendre cinq à dix ans. Il faut que les nouvelles continuent à être bonnes et que l'on ne change pas de politique économique dans six mois. »

Aujourd'hui néanmoins, l'avenir est encore peu clair. « On a fait [du cinéma sur la fin de la mondialisation](#) pendant la crise, le risque maintenant est que voyant le commerce international repartir plutôt bien, on oublie le vrai sujet de notre vulnérabilité aux chocs étrangers pour des produits spécifiques », s'inquiète Xavier Jaravel, professeur à la London School of Economics.

Dans une note pour le Conseil d'analyse économique (CAE), lui et Isabelle Méjean, ont [identifié environ 600 produits](#) (semi-conducteurs, principes actifs de médicaments...) pour lesquels la France a intérêt à stocker davantage, à diversifier les approvisionnements, ou, si vraiment cela vaut le coup, à

relocaliser. Certes, Emmanuel Macron a mentionné la production française de semi-conducteurs en présentant son plan France 2030, mais Xavier Jaravel regrette de ne pas voir de « stratégie officielle disant : “voici la liste de nos vulnérabilités, et nous nous donnons cinq à dix ans pour remonter la pente” ».

Même si l'on parvient à relocaliser, ce ne sera pas pour être coupé du monde et moins échanger avec l'extérieur, mais au contraire pour vendre davantage nos produits à l'étranger. « Si l'on crée sur notre territoire une capacité de production, [on aura besoin de marchés extérieurs](#) pour que cette capacité soit rentable », souligne Sarah Guillou, économiste à l'OFCE. Pour elle, « l'organisation de la production mondiale est loin d'être abandonnée, à cause de trois dimensions sociétales : l'énergie est forcément une question globale, autant du point de vue des ressources naturelles que de la gestion du problème climatique ; la santé et la pandémie le sont aussi ; enfin la technologie est un sujet international : l'imposition de votre standard technologique dépend de ce que font les autres. »

Réglementation. A plus long terme, une nouvelle forme de mondialisation pourrait se développer, celle, immatérielle, des services. Les biens sont de plus en plus vendus comme tels (plateformes, vidéos, applications smartphone...). Entre 2009 et 2019, les échanges de services ont augmenté de 50 %, contre 18 % pour ceux de biens. « Les négociations avancent à l'OMC sur la réglementation des échanges de services, ce qui peut leur donner un nouvel élan », pense Corinne Vadcar. Il faut néanmoins bien savoir distinguer la part qui correspond au développement des paradis fiscaux, qui sont passés « de 10 % à 20 % du commerce mondial de services », insiste Vincent Vicard.

L'économiste Richard Baldwin, spécialiste de la mondialisation et du commerce, pense que ce sont [les travailleurs qui vont de plus en plus franchir les frontières](#), grâce aux technologies numériques. La Covid a permis de franchir des barrières culturelles et d'équiper les travailleurs d'outils adaptés. Certains pays aimeraient en profiter. La Grèce propose depuis fin 2020 un allègement fiscal de 50 % sur ses revenus pendant sept ans à un télétravailleur étranger déménageant dans le pays. Le gouvernement des Iles Canaries investit un demi-million d'euros pour attirer 30 000 télétravailleurs en cinq ans. La mondialisation a encore de beaux jours devant elle.